

ASSEMBLÉE NATIONALE

6 septembre 2013

ACCÈS AU LOGEMENT ET URBANISME RÉNOVÉ - (N° 1329)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N ° 355

présenté par
M. Mallé et M. Hammadi

ARTICLE 19

Compléter l'alinéa 2 par la phrase suivante :

« L'attribution de telles places ne peut se faire sur des territoires situés en zone urbaine sensible ni sur des communes disposant d'une part de logements sociaux supérieure à 50 %, sans l'accord du maire. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Considérant les difficultés sociales rencontrées par des communes défavorisées et à l'impossibilité d'y ajouter la prise en charge de populations fragiles, il est proposé de veiller à ce que les communes les plus sensibles ne reçoivent pas de personnes issues du dispositif d'hébergement.